

Les manières de racailles à l'Assemblée

écrit par Gilles La Carbona | 24 juillet 2024

Les vice-présidents de l'Assemblée nationale élus après un scrutin mouvementé



Les vice-présidents de l'Assemblée nationale élus après un scrutin mouvementé



Après la tambouille pour faire réélire la macroniste Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale, l'élection des vice-présidents a donné lieu à l'affligeant spectacle d'une démocratie défaillante et surtout corrompue. Le premier vote a été annulé pour tricherie, l'urne a été bourrée de 10 voix supplémentaires. Non seulement on a assisté au déplorable comportement des « gens de gauche » au moment du premier vote, où les manières de la racaille se sont importées jusque dans l'hémicycle, mais la suite a confirmé la voyoucratie qui anime les intentions d'une grande partie de classe politique.

Quelle peut être la probabilité, dans une démocratie, qu'un parti qui perd des élections puisse continuer à diriger et à tenir des postes clé ? **Aucune normalement, sauf en France**, ce qui doit amuser et surtout inquiéter les observateurs étrangers, mais laisse de marbre nos éditorialistes nationaux, et plus encore ceux qui moissonnent les postes qu'ils n'ont théoriquement aucune légitimité à occuper. Peut-on encore prétendre à la qualité de ce régime ? Selon

certains parlementaires c'est un grand oui, là où le citoyen se demande s'il observe la même chose et si la logique n'est pas définitivement tournée en dérision. Oui donc puisqu'il ne s'agit que du jeu des alliances, combines qui échappent totalement à l'électeur qui s'est fait bernier une première fois par le barrage républicain, et qui doit avaler, cette fois à son désavantage, le choix des députés de maintenir des macronistes aux postes clé, ou des LR qui pèsent 62 députés, signifiant que la volonté de changement exprimé des Français, est clairement souillée. L'électeur est réduit à un dispensateur de blanc-seing. Une fois élu, le bénéficiaire n'est plus soumis à une quelconque obligation de rendre des comptes et peut en toute liberté, trahir, magouiller, sans que le pacte tacite qu'il est censé avoir passé avec l'électeur, ne soit remis en cause. Les arrangements contre nature sont donc la règle et il va falloir s'attendre à ce qu'il y en ait beaucoup d'autres. C'est toute la philosophie de la macronie qui a déteint sur le reste de la classe politique, habituée à taire un sujet pour se persuader qu'il n'existe pas. Ils font pareil en matière d'opinion politique. On écarte le RN, on le rend invisible, ainsi il disparaît. Lui peut être, mais les plus de 10 millions d'électeurs, c'est plus compliqué. À moins de leur enlever le droit de vote, il faudra compter avec eux la prochaine fois, et ils seront peut être même un peu plus... Mais en attendant, au moins un an, la ripaille sur le dos des contribuables floués se poursuit.

Au soir du 7 juillet l'espoir était grand de penser qu'on en avait terminé avec cette macronie détestée. C'était sans prévoir les « compromis » comme aime à le rappeler le sénateur Malhuret, préférant ce terme tellement plus précieux, presque raffiné, que celui de compromission, renvoyant aux basses manœuvres dévolues aux faquins et aux traîtres. Pourtant le résultat ressemble bien à ce que ce cher sénateur récuse, puisque demeurent aux postes clé des gens dont le peuple ne voulait plus. Les LR peuvent faire

toutes les gémissements qu'ils souhaitent, nous faire prendre des vessies pour des lanternes, à la fin, comme disait Pierre Dac, on se brûle. Quand on se débrouille pour écarter plus de 17 millions d'électeurs, alors qu'on en pèse tout juste un dixième, le procédé employé pour y parvenir s'apparente bien à une escroquerie de haut vol. Mais l'examen de conscience n'est pas chez les artisans de cette forfaiture, à l'ordre du jour. Il l'est d'autant moins qu'ils se sont autoproclamés les seuls capables de redresser la barre.

Certains le croient encore, rappelons leur tout de même que les 3100 milliards qui vont nous conduire à la mise sous tutelle et peut être à la disparition de notre nation, sont principalement le fruit de l'addition des mandatures de Sarzozy (LR et centristes) Hollande (PS et écolos) et Macron, les deux précédents plus quelques opportunistes. C'est donc sans coup férir que les mêmes viennent nous expliquer que ce sont les meilleurs, qu'eux ont le sens de l'État, de la République, et de... La France !

Ben voyons, ça ne saute pas franchement aux yeux, mais on peut croire que s'ils nous disent que les autres sont des tocards, ils doivent en savoir quelque chose, ce sont en l'espèce, des experts du genre ? **Comment les Français continuent à tomber dans le piège de la peur du RN, de cette menace contre la démocratie** ? Sont-ils satisfaits du spectacle qui leur est donné de contempler en ce moment, et pensent-ils que c'est là le fruit d'une démocratie sauvée ? Les électeurs votent massivement contre un pouvoir, et le lendemain les mêmes sont toujours aux commandes. Ce ne serait pas du foutage de gueule tout ça ?!

Il ne reste plus qu'à avoir un Premier ministre macroniste et de remettre les mêmes ministres pour que la farce soit complète. Ne rions pas, cela pourrait bien arriver. Le NFP a pu constater à ses dépens que le barrage ne fait que contourner la volonté exprimée par les urnes et le poste qui

devait lui revenir, compte tenu de l'importance de son groupe, vient de lui échapper. Dans le même temps il a obtenu une majorité absolue grâce au RN ! Comble de l'ironie, mais on ne badine pas avec les principes chez ces gens là. Point de merci ou clin d'œil, « on ne leur a rien demandé », a lancé Panot, certes mais on prend bien ces voix indésirables quand elles permettent d'obtenir quelque chose ! Charles Millon dans une tribune dans le Figaro, se montre choqué par les agissements de Macron et plaide pour un scrutin majoritaire à un tour afin de rééquilibrer les institutions et donner une image plus réelles du visage politique de la France. Sage vœu qui n'a donc aucune chance d'aboutir, car il inhiberait de fait toutes les magouilles de l'entre deux tours et condamnerait certains partis à disparaître de l'hémicycle. S'évanouiraient ainsi les alliances et connivences que certains ont savamment cultivé avec Macron, laissant le roi nu, obligé de s'en remettre au parlement sans plus pouvoir utiliser l'arme magique du 49.3, ou à quitter le pouvoir. Pourtant ce serait là mesure salutaire pour redonner un peu de crédibilité à ce parlement qui n'est plus que l'ombre d'une représentation nationale, ou une minorité s'échine à écarter du pouvoir des formations trois fois plus importantes que la sienne.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire